

# Appel à contributions pour dossier des Cahiers des Amériques latines (IHEAL/Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3)

<http://cal.revues.org>

Date limite de réception des résumés le **1er mai 2015**  
Date limite de réception des articles le **1er septembre 2015**  
Publication prévue en avril 2016

Ce numéro des *Cahiers des Amériques Latines* intitulé provisoirement *Grefte ou rejet : L'extraction minière en Amérique latine* propose d'approcher les reconfigurations des territoires latino-américains à l'œuvre depuis une vingtaine d'années suite à la « reprimarisation » du modèle de développement économique qui fait jouer un rôle central aux activités minières. Ce modèle fait l'objet de critiques très fortes pour ses effets destructeurs sur les milieux et les sociétés locales. Il est en même temps assumé par des États qui y trouvent le moyen d'une croissance économique soutenue, mais d'une croissance fortement capitalistique et, en soi, faiblement redistributive. Une hausse des conflits socio-environnementaux mettant aux prises État, entreprises, communautés indigènes et paysannes mais aussi acteurs urbains et internationaux est généralement attribuée à l'avancée de ces activités. Les fragilités du développement économique associé ne sont plus à démontrer et amènent les États comme les organismes internationaux à imaginer, non sans mal, la façon de consolider la croissance.

Il s'agit de s'intéresser à la (re)négociation des règles du jeu entre États, entreprises minières et société civile qui accompagnent la « ruée » vers les ressources minières latino-américaines de la part de différents acteurs économiques qui peuvent correspondre aussi bien à des groupes transnationaux du Nord que du Sud qu'à des entreprises moyennes d'implantation nationale, voire à des petites entreprises. Plutôt qu'une analyse centrée exclusivement sur les nombreux conflits occasionnés par les projets d'exploitation minière, ce dossier portera sur les réajustements ou si l'on veut les effets d'apprentissage face aux formes prises par l'activité minière dans un ensemble où celle-ci a une longue histoire. Les modifications législatives, les dispositifs mis en place pour percevoir et distribuer la rente minière, les conflits eux-mêmes indiquent bien une réorganisation des acteurs sociaux autour de l'activité minière.

Ces évolutions interrogent le rôle de l'État dans les économies, aussi bien à l'échelle macro économique que micro économique, sa capacité à réguler les conflits et à mettre en place des mécanismes de « gouvernance ». Se pose de façon évidente la question du partage de la rente minière entre les acteurs, des systèmes fiscaux, des modalités de redistribution et de réinvestissement de la rente minière. On s'interroge aussi sur les dispositifs juridiques de qualification et de contrôle du sol et du sous-sol dans une perspective de mutation technologique des activités, caractérisées par une plus forte efficacité paysagère, et l'élargissement des périmètres d'exploration et d'exploitation. Les mutations des instruments de politique publique pour accompagner l'activité minière ne peuvent se limiter au récit d'un échec annoncé, mais peuvent aussi être compris comme une construction commune de nouveaux dispositifs de transformation des dispositifs matériels, de reconfiguration des rapports sociaux et de production de discours.

Sur le terrain local se pose la question des relations entre entreprises, habitants et gouvernements locaux. L'irruption de nouveaux acteurs dans les territoires accentue les tensions et pousse à imaginer de nouvelles formes d'action collective et d'adaptation. Le conflit apparaît bien souvent comme une forme de « transaction territoriale » (Melé, 2011) et doit à ce titre être envisagé comme un moyen de reconnaissance légitime des acteurs en présence sur le devenir des espaces et d'élaboration du compromis entre acteurs. L'extraction minière entraîne donc une (re)négociation des règles du jeu à différentes échelles.

Ce numéro des CAL vise, en s'appuyant sur des études précises situées dans différents contextes et à différentes échelles, à dépasser la seule lecture des conflits autour des projets miniers pour comprendre la façon dont se produisent réajustements et apprentissages qui amènent les acteurs à refonder leurs rapports et leurs modes d'action. Sans chercher ni à faire l'apologie de l'exploitation minière ni à la condamner sans appel, les textes cherchent à éclairer les modalités de sa présence dans les territoires et les sociétés d'Amérique latine.

## Modalités de soumission

Les propositions d'articles, rédigées en français, espagnol, anglais ou portugais, devront contenir les informations suivantes :

- nom, prénom ;

- université ou laboratoire de rattachement ;
- fonction ;
- court CV avec e-mail ;
- titre envisagé de l'article ;
- résumé de 1 500 signes maximum précisant le contenu du projet d'article

La date limite de soumission des propositions d'articles est fixée au 1<sup>er</sup> mai 2015 aux adresses suivantes : Vincent Bos ([bosvincent@yahoo.fr](mailto:bosvincent@yahoo.fr)), Sébastien Velut ([sebastien.velut@univ-paris3.fr](mailto:sebastien.velut@univ-paris3.fr)).

Le comité de rédaction de Cahiers des Amériques latines informera de l'acceptation ou non des propositions dans un délai d'un mois.

Les articles devront être envoyés pour le 1<sup>er</sup> septembre 2015. Ils seront soumis à une double évaluation anonyme.

La publication du dossier est prévue pour avril 2016.

Pour plus d'informations sur les instructions aux auteur.e.s, voir le site de la revue <http://cal.revues.org/2324>

## Llamada a artículos para un nuevo número de *Cahiers des Amériques latines* (IHEAL/Université Sorbonne nouvelle Paris 3)

<http://cal.revues.org>

Envío de resúmenes hasta el **1ero** de febrero de **2015**  
 Envío de artículos hasta el **1ero** de mayo de **2015**  
 Publicación estimada en abril de 2016

Este dossier en la revista *Cahiers des Amériques latines* (IHEAL, Sorbonne Nouvelle - París 3) cuyo título provisional es *Transplante o rechazo : La extracción minera en América latina* se propone examinar las reconfiguraciones en marcha de los territorios latino-americanos, desde hace unos veinte años, a raíz de la "reprimarización" del modelo de desarrollo económico en el cual las actividades mineras desempeñan un papel central. Este modelo es objeto de críticas muy fuertes por sus efectos destructores sobre los entornos y las sociedades locales. Es al mismo tiempo asumido por Estados que encuentran aquí el medio de un crecimiento económico sostenido, pero de un crecimiento fuertemente capitalístico y, en sí, tenuemente redistributivo. El aumento de los conflictos socio-ambientales en los cuales intervienen Estados, empresas, comunidades indígenas y campesinas pero también actores urbanos e internacionales está generalmente atribuido a la avanzada de estas actividades. Las fragilidades del desarrollo económico asociado ya no están por demostrar y llevan a los Estados como a los organismos internacionales a imaginar, no sin dificultad, la manera de consolidar el crecimiento.

Se trata de interesarse a la (re)negociación de las reglas del juego entre Estados, empresas mineras y sociedad civil que acompañan la "riada" hacia los recursos minerales latino-americanos por parte de actores económicos que corresponden tanto a grupos transnacionales del Norte como del Sur que a medianas empresas de implantación nacional, hasta pequeñas empresas. En vez de un análisis enfocado exclusivamente sobre los numerosos conflictos ocasionados por los proyectos de explotación minera, este dossier tratará de los nuevos arreglos o, si prefieren, de los efectos de aprendizaje frente a las formas tomadas por la actividad minera en una región donde ésta tiene una larga historia. Las modificaciones legislativas, los dispositivos desarrollados para percibir y redistribuir la renta minera, los conflictos mismos, bien indican una reorganización de los actores sociales alrededor de la actividad minera.

Estas evoluciones cuestionan el papel del Estado en las economías, tanto a escala macro económica como micro económica, su capacidad de regular los conflictos y a desarrollar mecanismos de "gobernanza". Se plantea de manera evidente la cuestión de

la repartición de la renta minera entre los actores, de los sistemas fiscales, de las modalidades de redistribución y de reinversión de la renta minera. Se examinan también los dispositivos jurídicos de calificación y de control del suelo y del subsuelo dentro de una perspectiva de mutación tecnológica de actividades, caracterizadas por una mayor eficacia paisajística, y el alargamiento de los perímetros de exploración y de explotación. Las mutaciones de los instrumentos de política pública para acompañar la actividad minera no pueden limitarse al relato de un fracaso anunciado, sino que pueden también analizarse como una construcción mutua de nuevos dispositivos de transformación de dispositivos materiales, de reconfiguración de las relaciones sociales y de producción de discursos.

En el terreno local se plantea la cuestión de las relaciones entre empresas, habitantes y gobiernos locales. La irrupción de nuevos actores en los territorios agudiza las tensiones y lleva a imaginar nuevas formas de acción colectiva y de adaptación. El conflicto bien aparece a menudo como una forma de "transacción territorial" (Melé, 2011) y así debe interpretarse como un medio de legítimo reconocimiento de los de los actores presentes sobre el porvenir de los espacios y sobre la elaboración de un compromiso entre actores. Por tanto la extracción minera conlleva consigo una (re)negociación de las reglas del juego a diferentes escalas.

Este número de los CAL pretende, basándose sobre estudios específicos situados en diferentes contextos y a diferentes escalas, ir más allá de la simple lectura de conflictos alrededor de proyectos mineros para comprender como se producen los nuevos arreglos y aprendizajes que llevan a los actores a refundir sus relaciones y sus modos de acción. Sin buscar ni de alabar a la explotación minera ni de condenarla de forma inapelable, los textos intentan aclarar las modalidades de su presencia en los territorios y sociedades de América latina.

## Modalidades de sumisión

Las propuestas de artículos, que se pueden redactar en francés, español, inglés o portugués, deberán contener las informaciones siguientes:

- apellidos, nombres;
- afiliación académica;
- función;
- breve CV con e-mail;
- título provisorio del artículo;
- resumen de 1 500 caracteres máximo precisando el contenido del proyecto de artículo.

La fecha límite para enviar propuestas de artículo es el **1<sup>ero</sup> de mayo de 2015**, a los correos siguientes: Vincent Bos ([bosvincent@yahoo.fr](mailto:bosvincent@yahoo.fr)), Sébastien Velut ([sebastien.velut@univ-paris3.fr](mailto:sebastien.velut@univ-paris3.fr)).

El comité de redacción de *Cahiers des Amériques latines* informará de la aceptación o del rechazo de las propuestas en un plazo de un mes.

Los artículos deberán enviarse para el **1<sup>ero</sup> de septiembre de 2015**. Luego serán sometidos a una doble evaluación anónima.

La publicación del dossier está prevista para abril de 2016.

Para más información sobre las instrucciones a los autores, reportarse al sitio Internet de la revista: <http://cal.revues.org/2324>.